

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 17 février au 21 février 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(ADDIS ABEBBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Éthiopie** : L'inflation chute de 13,9 points en un an (de 29,4 % à 15,5 %)
- ❖ **Kenya** : Projet KOSAP de la Banque mondiale pour l'électrification des foyers hors réseau
- ❖ **Soudan du Sud** : La BAD et l'UE financent l'interconnexion électrique avec l'Ouganda (153 M USD)

LE CHIFFRE A RETENIR

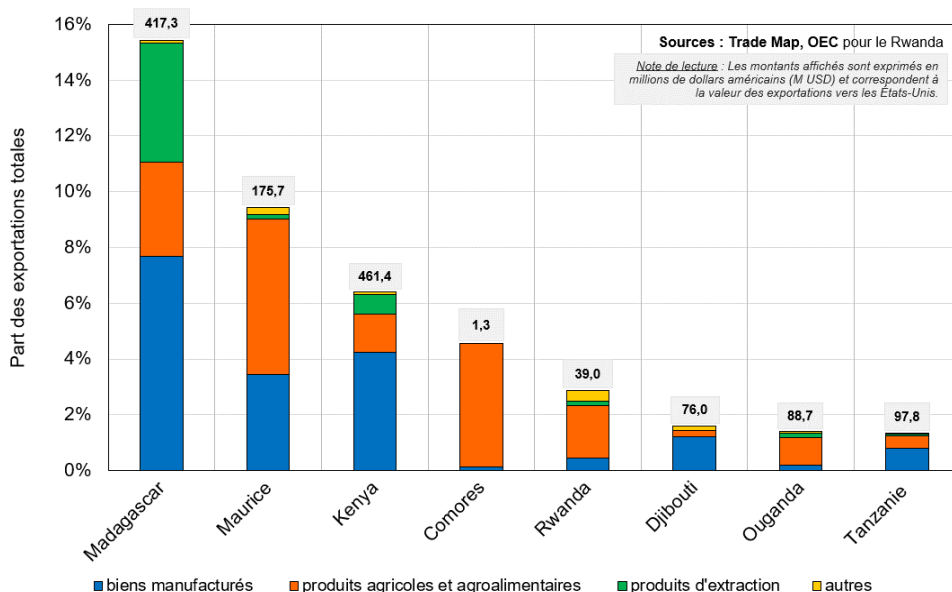
216 M USD

AIDE URGENTE ENGAGÉE PAR LES EAU,
L'ÉTHIOPIE ET LE KENYA POUR LE SOUDAN

Le graphique de la semaine

AEOI : Exportations vers les États-Unis en 2023

-en % des exportations totales de chaque pays, montants en M USD-



Certains pays d'Afrique de l'Est et de l'Océan Indien dépendent de manière significative du marché américain pour leurs exportations. En 2023, Madagascar a exporté 417 M USD vers les États-Unis, soit 15,4 % de ses exportations totales, suivi de Maurice (9,4 %) et du Kenya (6,4 %). Ces pays exportent principalement du café et du thé (Kenya, Madagascar, Ouganda, Rwanda), et du textile (Kenya, Madagascar, Maurice). Cependant, l'avenir des relations commerciales avec les États-Unis est incertain en raison du possible non-renouvellement de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA), qui expire en septembre 2025. Ce programme permet à 32 pays d'Afrique subsaharienne, dont les 8 de l'AEOI mentionnés ci-dessus, d'exporter sans droits de douane vers les États-Unis. Son interruption pourrait fragiliser ces économies, en particulier le secteur textile.

REGIONAL

216 MUSD d'aide urgente engagés par les EAU, l'Éthiopie et le Kenya pour le Soudan

Une conférence humanitaire de haut niveau sur le Soudan s'est tenue à Addis-Abeba le 14 février, organisée par les Émirats arabes unis, l'Union africaine et l'IGAD, en marge du 38^{ème} sommet de l'UA. Elle visait à mobiliser une aide d'urgence pour les Soudanais touchés par le conflit. Un total de 216 MUSD a été engagé, dont 200 MUSD par les EAU, 15 MUSD par l'Éthiopie et 1 MUSD par le Kenya. L'ONU estime à 6 Mds USD les besoins pour 2025 afin d'aider 21 millions de personnes au Soudan et 5 millions dans les pays voisins. Depuis le début du conflit, 12 millions de Soudanais ont été déplacés.

COMORES

Don de quatre groupes électrogènes par la société émiratie Masdar

Les Comores ont reçu, le 16 février, quatre groupes électrogènes d'une puissance totale de 6,4 MW, offerts par l'entreprise émiratie Masdar. Répartis entre les trois îles (1 à Anjouan, 1 à Mohéli et 2 à Grande Comore), l'un d'eux servira à synchroniser la centrale solaire de Washili, en phase de test.

ÉTHIOPIE

L'inflation chute de 13,9 points en un an (29,4 % à 15,5 %), tandis que les exportations doublent en 2024

Six mois après le début de l'exercice 2024/2025 et les réformes soutenues par le FMI, la Banque centrale éthiopienne rapporte une baisse de l'inflation de 29,4 % en janvier 2024 à 15,5 % en janvier 2025, grâce à des politiques monétaires strictes. Les exportations ont doublé au S2 2024 par rapport à 2023, portées par l'or (+735 %) et le café (+60 %). Les transferts de fonds ont progressé de +23,3 % à 1,8 Md USD, stimulés par la libéralisation du change en juillet 2024. Les transactions sur les marchés interbancaires connaissent aussi une forte hausse depuis leur lancement au T4 2024.

Les conséquences négatives de la suspension de l'AGOA sur l'Éthiopie

D'après un rapport de la Banque centrale éthiopienne, la suspension de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) – système préférentiel États-Unien permettant aux pays d'Afrique subsaharienne d'exporter certains produits hors-taxes vers les États-Unis – en janvier 2022 a entraîné la perte de 11 500 emplois et le départ de 18 entreprises étrangères, causant un manque à gagner de 45 MUSD pour les parcs industriels. Les exportations des entreprises concernées ont chuté, certaines tentant sans succès de se repositionner sur le marché local. Le PI d'Hawassa a été le plus touché avec 8 fermetures et 4 300 emplois perdus. Le textile et l'habillement, représentant 90 % des 277 MUSD d'exportations hors taxes vers les États-Unis en 2021, sont les secteurs les plus affectés.

Ethio-telecom enregistre un revenu de 461 MEUR au premier semestre de FY2024/2025

Ethio-Telecom a enregistré un revenu de 61,9 Md ETB (461 MEUR) au S1 de FY2024/2025, en hausse de 44,4 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, atteignant 90,7 % de son objectif. Le rapport indique également une hausse de 5,9 M d'abonnés, portant le total à 80,5 M, soit l'objectif fixé. L'entreprise a contribué aux recettes publiques avec 23,74 Md ETB (176,8 MEUR) d'impôts et remboursé 15,4 MUSD de prêts étrangers. Elle a réalisé 58,7 % de son objectif de revenus en devises (72,6 MUSD). L'ouverture du marché à la concurrence avec l'entrée de Safaricom en 2022 a poussé Ethio-Telecom à se moderniser et diversifier ses activités.

Kenya

Projet KOSAP de la Banque mondiale pour l'électrification des foyers hors réseau

Le 19 février 2025, le Kenya a lancé, avec le soutien de la Banque mondiale, le programme d'électrification Kenya Off-Grid Solar Access Project (KOSAP). Le projet fournira de l'électricité à 14 comtés marginalisés et sera mis en œuvre par le ministère de l'Énergie et du Pétrole, Kenya Power et la Rural Electrification and Renewable Energy

Corporation (REREC). Il comprend : i) 48 MUSD pour des systèmes solaires autonomes et des solutions de cuisson propres pour les ménages, ii) 40 MUSD pour des systèmes solaires autonomes et des pompes à eau solaires pour les installations communautaires et iii) 22 MUSD pour le soutien à la mise en œuvre et le renforcement des capacités.

Hausse des importations d'électricité en provenance d'Éthiopie

Le Kenya est devenu le principal importateur d'électricité éthiopienne (en quasi-totalité hydroélectrique), avec l'équivalent de 27,2 MEUR importés jusqu'en juillet 2024, soit 13,4 % des revenus d'Ethiopia Electric Power, devant le Soudan et Djibouti. Depuis 2022, Kenya Power achète cette électricité à un tarif de 6,5 cents USD/kWh, plus compétitif que celui des producteurs locaux. Ces importations couvrent environ 10 % de la demande nationale et renforcent l'approvisionnement en cas de pics de consommation ou de perturbations sur le réseau. Par ailleurs, l'interconnexion HVDC entre les deux pays réduit les pertes énergétiques.

Réduction inédite de la dette publique kényane

Pour la première fois en 20 ans, la dette publique brute du Kenya libellée en shillings a diminué de 2 % en g.a, s'établissant à 10 930 Md KES, soit 84,6 Md USD en décembre 2024. Cette baisse s'explique par l'appréciation du KES (+21 % en 2024), elle-même soutenue par une hausse des transferts de fonds de la diaspora (+17 %) et l'émission d'un nouveau Eurobond en février 2024, permettant un remboursement moins coûteux des obligations en devises. Toutefois, malgré le recul de la dette extérieure, la dette domestique a progressé de 16 %, atteignant 5 870 Md KES (l'équivalent de 45,4 Md USD) fin 2024. Engagé dans un programme de consolidation fiscale avec le FMI jusqu'en avril 2025, le Kenya fait face à un risque élevé de soutenabilité de sa dette, avec un service de la dette dépassant 60 % des recettes de l'État.

MADAGASCAR

Financement de la protection des aires protégées malgaches par la BAD pour 9,4 MUSD

La Banque africaine de développement (BAD) a annoncé le 10 février l'octroi d'un don de 9,42 MUSD à Madagascar pour un projet de résilience climatique axé sur la biodiversité. Financé via le guichet d'action climatique de la BAD (31 MUSD pour quatre pays), ce projet, approuvé le 18 décembre 2024, vise la conservation des parcs nationaux d'Andringitra, Lokobe et Nosy Hara. Il prévoit : (i) la restauration des aires protégées et la création de 1 500 emplois, dont 500 pour des femmes ; (ii) l'augmentation de la production agricole (+24 000 tonnes de riz et +14 000 tonnes de céréales et légumineuses) ; (iii) la formation en irrigation de 24 000 agriculteurs.

MAURICE

Baisse du taux de pauvreté relative à 8,4 % en 2023

Selon un rapport de Statistics Mauritius, en 2023, 7,3 % des ménages et 8,4 % de la population (101 900 personnes) vivaient sous le seuil de pauvreté relative, en baisse par rapport à 2017 (9,6 % et 10,4 %). La pauvreté touchait davantage les enfants de moins de 16 ans (15,7 %) que les personnes de 60 ans et plus (3,1 %). Le seuil de pauvreté relative était fixé à 12 378 MUR par mois pour un adulte seul et à 29 200 MUR pour un ménage de deux adultes et deux enfants. Le revenu moyen des ménages pauvres (22 200 MUR) était sept fois inférieur à celui des 10 % les plus riches (157 500 MUR).

OUGANDA

Appréciation du shilling ougandais en janvier

Selon la Banque centrale ougandaise (BoU), le shilling ougandais (UGX) s'est apprécié de 3,05 % en janvier en glissement annuel, mais a perdu 0,68 % par rapport au mois précédent, s'échangeant en moyenne à 3 689,16 UGX pour 1 USD. Cette évolution a été soutenue par la politique monétaire, des réformes financières et des entrées régulières de devises issues des transferts de fonds, des exportations (notamment café et cacao) et des

investissements liés au développement du secteur pétrolier.

RWANDA

Ratification d'une loi pour la création d'un laboratoire STEM

Le Parlement a ratifié un accord de prêt de 65,5 MUSD avec la Banque d'import-export de Corée (KEXIM) pour financer un laboratoire STEM commun au Collège des sciences et technologies de l'Université du Rwanda à Kigali. Le projet, d'un coût total de 82,4 M USD, sera financé à hauteur de 65,5 MUSD par la KEXIM et 16,9 MUSD par le gouvernement rwandais. Ce laboratoire servira à la recherche et au développement technologique, incluant les PME. Le prêt sera remboursé sur 25 ans.

Suspension de la coopération au développement avec la Belgique

Le gouvernement rwandais a annoncé la suspension de son programme de coopération bilatérale avec la Belgique, l'accusant de compromettre son accès aux financements en raison de divergences sur le conflit en RDC. L'aide au développement concernait 95 MEUR sur la période 2024-2029. Cette décision intervient alors que le FMI et S&P Global Ratings alertent sur les risques financiers du Rwanda déjà endetté, et que plusieurs bailleurs, dont le Royaume-Uni, réévaluent leur soutien financier au pays.

SOUDAN DU SUD

La BAD et l'UE financent l'interconnexion électrique avec l'Ouganda

La Banque africaine de développement (BAD), a approuvé 153,66 MUSD de financements pour un projet d'interconnexion électrique de 400 kV (kilovolt) reliant l'Ouganda au Soudan du Sud. Cette infrastructure de 300 km mobilise également les ressources de l'Union européenne et du gouvernement ougandais à hauteur respectivement de 48,93 MEUR et 17,44 MUSD. Le coût total de l'investissement est estimé 260 MUSD et le bouclage du tour de table est en cours. Le projet comprend la construction de deux sous-stations et la mise à niveau de deux autres ainsi que l'installation de réseaux de distribution et de connexion.

Révocation de responsables de haut niveau

Le 10 février, le Président a annoncé des changements sur des postes stratégiques. Deux Vice-présidents ont ainsi été révoqués : James Wani Igga, remplacé par Benjamin Bol Mel, et Hussein Abdelbagi, remplacé par Josephine Lago Yang. Lam Both, Secrétaire général du parti du gouvernement a été remplacé par l'ancien Vice-président déchu Hussein Abdelbagi. Le Président a également révoqué le Chef du service de sécurité, Akech Tong Aleu, le remplaçant par son adjoint, Charles Chiech Mayor, comme directeur par intérim. Le nouveau Vice-président Benjamin Bol Mel, ex-Conseiller financier du Président, avait été placé sur liste noire du Trésor américain en 2017, pour des accusations de corruption impliquant des dizaines de millions de dollars. Ces changements interviennent alors que le pays connaît de sérieux troubles sécuritaires avec des affrontements militaires entre des membres de l'armée officielle et une milice locale dans la ville d'Alnasir, qui ont entraîné la mort de 10 soldats de l'armée.

TANZANIE

Fusion des agences tanzaniennes pour l'investissement et de promotion des ZES

Le Parlement tanzanien a approuvé ce 14 février 2025 le projet de loi sur les investissements et les zones économiques spéciales de 2024 conduisant à la création de la Tanzania Investment and Special Economic Zones Authority (TISEZA). Cette nouvelle agence est issue de la fusion du Tanzania Investment Centre (TIC) et de l'Export Processing Zones Authority (EPZA). Elle sera chargée de coordonner, attirer et faciliter les investissements domestiques et étrangers. La fusion du TIC et de l'EPZA était préconisée suite à une étude gouvernementale de 2023 visant à améliorer l'efficacité de ses institutions. Elle s'inscrit dans la volonté de rationaliser les dépenses publiques tout en facilitant les démarches administratives. Le projet de loi crée également un environnement favorable aux investisseurs en favorisant l'octroi d'incitations ou en interdisant la nationalisation de projets d'investissements sans une juste compensation.

Le secteur des assurances a enregistré une hausse de 19,11 % en 2024

Un rapport du syndicat des assureurs tanzaniens (Association of Tanzania Insurers) montre que les primes d'assurance en 2024 ont atteint 566 MUSD, soit une hausse de 19,11 % par rapport à 2023. Cette croissance s'explique par l'arrivée sur le marché de nouvelles compagnies d'assurances et la mise en place de nouveaux produits d'assurance. Le développement économique du pays et les grands projets d'infrastructures ont également directement profité au secteur de l'assurance. Sur les 30 compagnies d'assurance, trois seulement ont connu une baisse de rendement tandis qu'une seule compagnie d'assurance-vie a vu le montant de ses primes diminuer. Le taux de croissance du secteur est encourageant mais reste inférieur à l'objectif de 22 % nécessaire pour atteindre un taux de pénétration (ratio primes/PIB) de 5 % d'ici 2030.